

Pleins feux sur l'Inde repère les difficultés et les contraintes auxquelles se heurtent les Canadiens qui abordent le marché indien. En détectant les obstacles — comme par exemple les pratiques d'approvisionnement des pouvoirs publics —, nous pourrions nous associer pour les surmonter. En découvrant les autres facteurs négatifs — comme l'ignorance, tant au Canada qu'en Inde, des possibilités d'exploiter ensemble de nouveaux débouchés sur nos marchés intérieurs respectifs aussi bien que sur les marchés tiers —, nous pourrions mettre en commun nos énergies pour en venir à bout. *Pleins feux sur l'Inde* n'est absolument pas un document statique; il évoluera avec les priorités canadiennes en matière de développement commercial, et avec les conditions du marché. À terme, nous espérons qu'il servira de catalyseur et facilitera une plus grande participation du secteur privé au développement économique de l'Inde. *Pleins feux sur l'Inde* définit les priorités canadiennes. En couplant les besoins de l'Inde aux capacités des entreprises canadiennes, il recense les secteurs — énergie, télécommunications et industries de l'environnement — qui offrent le plus grand potentiel aux entreprises canadiennes. La correspondance étroite entre l'expertise technologique canadienne et les besoins en infrastructure de l'Inde fait de ce pays un marché fort lucratif pour les entreprises et les investisseurs canadiens. [...] Nous avons aussi renforcé notre présence en Inde en augmentant le nombre de nos agents commerciaux à New Delhi et à Bombay et en nommant de nouveaux consuls honoraires à Madras et Bangalore, ce qui nous a permis d'accroître le niveau de l'aide accordée aux entreprises actives en Inde et de promouvoir le Canada comme source fiable de biens, de services et de technologies de qualité.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à l'occasion du lancement de *Pleins Feux sur l'Inde*, à Toronto (Ontario) le 12 juin 1995, 95/38.

ACDI

L'ACDI lance une politique de réduction de la pauvreté

Le 13 juin 1995, 95-10

Le programme d'aide étrangère du Canada mettra en oeuvre toute une gamme de stratégies afin de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté dans les pays en développement et fera appel à des compétences canadiennes correspondant aux besoins. C'est ce qu'a annoncé M^{me} Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et l'Afrique), au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet. « La politique de réduction de la pauvreté définit une orientation stratégique multidimensionnelle, fondée sur la participation et la coopération », a déclaré M^{me} Stewart à l'occasion d'une conférence sur la réduction de la pauvreté parrainée conjointement par la Fondation pour la formation internationale et l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Le premier ministre Jean Chrétien a reçu de l'honorable Peter Lougheed le rapport final du Comité de suivi du forum Canada-Japon 2000. « Je suis très heureux de recevoir ce rapport. Mon gouvernement examinera avec plaisir les recommandations suggérées par le comité en vue de resserrer les liens entre nos deux pays, a indiqué M. Chrétien. Le Japon est l'un des principaux partenaires du Canada et j'apprécie à sa juste valeur la contribution d'éminentes personnalités soucieuses de renforcer ce partenariat », a-t-il ajouté.

À VENIR :

- | | |
|------------------|---|
| 15-17 juin : | Sommet du G-7 (Halifax) |
| 17-19 juin : | PM Chrétien et le chancelier allemand M. Helmut Kohl
aux Territoires du Nord-Ouest |
| 4-15 septembre : | Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, Chine) |

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).